



Censure d'Etat

Mort au poison salubre du théâtre

Par Bruno Tackels

Au mois de septembre, le metteur en scène Thierry Bedard travaille à Madagascar, avec l'écrivain Jean-Luc Raharimanana. Au Centre culturel français de Tananarive, ils créent **47**, un spectacle important, présenté quelques jours plus tard dans le cadre du dynamique Festival des Francophonies de Limoges. L'enjeu est de ranimer la mémoire douloureuse de l'insurrection malgache contre la colonisation française, en 1947, atrocement réprimée dans le sang. Sur un mode

très simple, deux acteurs (un malgache et un français), comme une veillée des morts, les mots réveillent ce terrible moment de l'histoire de France, qui n'a aucune existence collective dans notre Histoire de France. Lors de sa création à Madagascar, devant un public essentiellement malgache, le spectacle a suscité de nombreuses réactions, affectives, humaines, citoyennes, politiques. Là, on se dit que le théâtre tape juste, qu'il répond à sa mission profonde, qu'il a encore de beaux jours devant lui.

A Limoges, il se disait déjà que les choses n'avaient pas été simples, lors de la création de **47**. Que des pressions avaient été exercées pour ne pas réveiller de mauvais souvenirs : pas le moment, pas comme ça. La realpolitik, toujours. Et puis voilà que la bombe éclate. La force du spectacle appelle naturellement de le faire tourner dans l'ensemble de la zone de l'Océan indien. Il est proposé à la diffusion dans les Centres culturels français de la région. Début novembre, **47** est retiré des propositions de programmation.

Ainsi en a décidé la D.G.C.I.D., nom barbare pour Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement, du Ministère français des affaires étrangères. Bel exemple de coopération et de développement de l'intelligence commune. Les masques tombent. On avait déjà vu l'épisode Vinaver aux Etats-Unis : on ne parle pas du 11 septembre, pas au théâtre, pas touche. Circulez, rien à voir, on déprogramme, disait déjà l'Ambassadeur de France, un certain Jean-David Levitte, aujourd'hui conseiller « diplomatique » du Président de la République...

Avec **47**, l'affaire est plus claire encore. Sa brutalité a le mérite de la clarté. Et elle ne fait pas dans la diplomatie. Ou alors la diplomatie n'a plus besoin d'ambages et de précautions. Il est vrai que nous sommes entrés dans une nouvelle ère politique et médiatique : la pensée du monde est un long monologue démocratique, qui écrase toute possibilité de dialogue avec la violence des mondes, qu'il a lui même engendrée, tout au long de son histoire. Impensable donc de dialoguer, réfléchir, relayer la complexe et douloureuse histoire de la colonisation, et surtout pas sur le théâtre des opérations. Car à Limoges, le spectacle n'a ému personne, aucune réaction politique, aucune pression. Nous sommes entre nous, et sûrs de notre bon droit historique. Mais faire tourner dans l'Océan indien le récit de cette terrible histoire qui révèle l'extraordinaire barbarie du régime français, voilà quelque chose qui ne peut pas avoir lieu.

Dont acte. Les « Centres culturels français » ont une mission : faire rayonner la grandeur de notre culture, ils n'ont pas pour vocation de « plonger dans le puits de vérité vertigineux » ouvert par le spectacle de Thierry Bedard et Jean-Luc Raharimanana. Celui-ci a immédiatement réagi, comprenant ce qui se joue dans ce qu'il faut désormais nommer une « censure d'Etat » : « Ainsi le spectacle ne peut tourner dans les centres culturels français, vitrine de la France et de sa capacité à dialoguer avec le monde, vitrines de sa culture, vitrines des cultures. Une vitrine, selon la D.G.C.I.D., ne saurait comporter la moindre trace de salissure — ces pages sombres de l'histoire coloniale... Il est vrai qu'accorder vitrine à l'histoire coloniale française, c'est plonger dans un puits de vérité vertigineux, c'est plonger dans une saleté sans mesure et inavouable. La mission des centres culturels serait-elle politique, idéologique, partisane ? La culture a-t-elle réellement sa place quand s'exprime une certaine tendance du Ministère des Affaires étrangères qui a droit de veto sur la programmation des centres en question ? [...] Et dans cette affaire, le devoir de réserve imposé à ces responsables culturels ne vire-t-elle pas à l'obligation de collaborer à une politique discriminatoire, un déni de l'histoire des colonies, un déni de l'histoire de France ? »

Alors Monsieur le Ministre, Monsieur Bernard Kouchner, la vitrine propre, ou sale ? Ou alors digne de la France, courageuse et transparente, donc pas toujours très confortable. Dans ce cas, Monsieur le Ministre, il vous suffit d'encourager la diffusion très large de ce spectacle, partout, pour que nous plongions dans le puits de vérité, pour ne pas mourir étouffés dans le gouffre de l'amnésie collective. Certains en auront sans doute le vertige, mais nous en sortirons tous grandis, Français et Malgaches réunis dans un monde qui cherche à vivre mieux, ensemble. Encore un effort...

Bruno Tackels
Ecrivain
Le 3 décembre 2008

(photo Patrick Fabre)